

Claude Mazauric (Nîmes, 20 décembre 2017)

### De la recomposition politique et de bien d'autres choses....

Nous sommes entrés, acteurs et témoins, dans un vaste processus de recomposition politique qui ne nous est certes pas propre, nous, français, puisque peu ou prou, il traverse pratiquement tous les pays d'Europe et, sans doute, la plupart des Etats du monde, y compris la partie apparemment la plus déterminante jusqu'ici des grandes puissances, les Etats-Unis d'Amérique. ... Mais de ceci qui se profile comme étant un très vaste sujet, par modestie, je ne traiterai pas, faute de disposer du minimum de compétence nécessaire et d'avoir consulté la plus grande partie de la littérature *ad hoc*. Mais nous ne pouvons éviter de nous interroger, au moins de manière abstraite sur ce qui paraît se rattacher à une tendance lourde de l'histoire contemporaine en train de se réaliser. Tenons-nous en cependant à ce qui nous touche de plus près.

Bien entendu, en parlant de « recomposition » dans la sphère du « politique », nous ne devons ni omettre, ni mésestimer, ce qui peut en être le fondement, donc le reflet, actif ou pas, dans l'ordre des évolutions économiques, technologiques, médiologiques, de longue durée ou autres, comme, par exemple, l'inversion des pôles géopolitiques du développement des grandes concentrations humaines (la Chine, l'Asie et l'Afrique en sont les forces polarisatrices plutôt que l'ancienne Europe ou l'Amérique du nord...) ce dont Fernand Braudel avait autrefois dessiné une palette ancienne. Nous ne pouvons non plus omettre le fait de l'inversion de la tendance lourde qui a accompagné l'histoire mouvementée du vingtième siècle, comme, par exemple encore, l'affirmation puis l'effondrement de la puissance soviétique, l'*échec radical* et d'immense portée de la tentative de « break up of China (1890-1949) », ni la faillite des grands empires coloniaux /impérialistes mise en mouvement à la suite de la Seconde guerre mondiale. Enfin, au regard de ses conséquences, la « révolution du numérique », conduit à ce que naguère on tenait pour un handicap finit, jour après jour, ici ou là, par devenir facteur de dépassement de soi et de développement au bénéfice de « nouveaux venus », issus de la sphère des dominés il y a moins de vingt ans ... D'autre part, en bonne méthode, l'on ne saurait parler de « recomposition » de la « représentation politique », puisque l'ordre du « politique » renvoie à ce qu'on désignait autrefois comme relevant de la « superstructure », sans se référer à titre de causalité générale, au mode de fonctionnement actuel du mode de production capitaliste. Depuis les règles élémentaires de son fonctionnement, entraînant la suraccumulation des capitaux et la recherche des plus hauts profits qu'entraîne la « globalisation » des marchés, jusqu'aux modalités renouvelées de répartition de la « plus-value » (ensemble des survaleurs accumulées), le **modèle capitaliste s'est étendu**, sans alternative pensée comme stratégie de combat, **sur toute la surface du globe** ... Cependant, par prudence, nous nous en tiendrons ici, phénoménologiquement, à ce qui semble seulement relever de la seule recomposition de l'ordre politique.

L'origine du processus de la recomposition politique en Europe et singulièrement en France, remonte aux évolutions marquantes des deux décennies 1970-1990. Elle est un effet indirect de la décomposition puis de l'auto-désagrégation de l'Union soviétique et de l'espace géopolitique qui lui était associé depuis les années 1947-1949 qui ont inauguré la « Guerre froide ». Dans la mesure où le « modèle » alternatif socialiste s'étant effondré, les raisons idéologiques et politiques de s'y référer et d'en soutenir la valeur programmatique, se sont presque partout évanouies, sans même qu'un examen authentiquement critique et théorique en ait été établi par ceux-là même qui l'avaient exalté ou défendu. Disparus, ici, sous l'effet de cette auto-liquidation acceptée, maintenus, là, par enfermement obstiné dans un espace réduit, ou encore, comme en France, revitalisés occasionnellement par adaptation transitoire à des constructions politiques et stratégiques plus ou moins efficaces inspirées des réussites ou des élans passées, les partis communistes et ouvriers, et même les formations communistes dissidentes qui les combattaient âprement en cherchant à les concurrencer, se sont affaiblies jusqu'à presque disparaître de l'horizon commun. Un effacement particulièrement perceptible dans l'ordre de la communication médiatique qui l'emporte désormais sur toute autre. Un seul exemple pour illustrer le propos : il n'existe plus aujourd'hui en Europe qu'un seul quotidien imprimé d'inspiration communiste, *L'Humanité*, qui est plus que centenaire et en état de survie

assistée depuis vingt ans. Ailleurs, rien, sinon des imprimés occasionnels ou périodiques, le plus souvent accessibles par le biais des réseaux sociaux dominants mais dont la portée est limitée par l'énormité même du support qui les accueille.

Plus que les leaders des formations de « droite », les seuls qui se sont ouvertement et constamment réjouis de l'effondrement du « modèle communiste » furent les partis sociaux-démocrates européens : ils crurent arrivé le moment de ramasser la mise au terme d'une rude compétition quasi-séculaire avec les alternatives révolutionnaires. Au tournant de la dernière décennie du siècle dernier, ils attendaient de célébrer leur jour de gloire ! Un temps, le modèle non révolutionnaire d'un *welfare state* conçu comme l'effet d'une transaction réussie avec l'ordre capitaliste, a paru pouvoir s'imposer durablement. Se réalisant au sein d'une « Union européenne » intégrationniste, englobant bientôt la plupart des nouveaux venus sortis de la ci-devant emprise soviétique, l'hypothèse paraissait d'autant plus assurée de confirmation que la République fédérale d'Allemagne réunifiée, désormais ouvertement hégémonique et à bon compte, en garantissait le succès. En France, singulièrement, dans ces années-là, on pouvait même croire que le PS, après quelques difficultés internes surmontées, serait en mesure de s'imposer durablement à la tête du pays. Un bref moment, le conglomérat de gauche rassemblé autour de la force socialiste se montrant dans toute son ampleur, s'empara de la plus grande partie de la représentation politique, au Parlement européen, à la tête de presque toutes les régions, dans la majorité des départements en administrant, de surcroît, le plus grand nombre des espaces urbains décisifs. Les spécialistes de « politologie » pensaient que le PS allait pouvoir imposer son absolu leadership, grâce à son omniprésence dans l'espace public et en conséquence du contrôle exercé sur l'appareil d'Etat, embrigader toute « la gauche ». Réduisant *a quia* les « *minores* » qui s'étaient un temps laissés émouvoir par les alternatives révolutionnaires, écologistes, tiers-mondistes ... Il n'était question que de conduire la société française multiculturelle en voie de constitution, y compris dans sa dimension cosmopolite et postcoloniale, vers l'avenir radieux intégré puis mondialisé promis par les gourous successifs du temps : MM. Delors, Attali, Rocard, Fabius, Jospin, etc. ... La défaite stratégique à l'élection présidentielle de 2002 a marqué le début d'une remise en question douloureuse que l'échec du référendum européen de 2005 a accentué. La crise financière internationale de 2008/2009 qui a frappé l'espace occidental prioritairement, et surtout la manière dont on en est « sorti » sous l'effet des politiques de droite à la mise en place desquelles ont activement collaboré la plupart des partis socialistes européens, notamment la social-démocratie en Allemagne, le PS en France, la gauche unifiée en Italie, le PASOK en Grèce, le PSOE en Espagne, et les autres quasiment partout, ladite crise a sonné le glas des promesses « socialistes » formulées antérieurement et présentées comme le juste complément compensatoire à la « mondialisation » inévitable des marchés fondée sur la libre circulation des capitaux. Les penseurs socialistes dans l'espace communautaire n'ont ni perçu et encore moins énoncé l'hypothèse selon laquelle le modèle social européen établi depuis 1946/1947, début de la Guerre froide, dont toutes les social-démocraties se prévalaient, notamment en France, en Italie, en Allemagne (alors divisée), dans le Benelux, et même plus ou moins dans le Royaume-Uni et presque partout aux périphéries, avait dû l'essentiel de ses indéniables « avancées » à *la peur sociale* qui s'était emparée durablement depuis 1945 des bourgeoisies dominantes. Cette cécité-là est une donnée troublante. Que personne de ce côté-ci de l'échiquier géopolitique n'ait visiblement intégré ce fait saisissant, savoir que, parallèlement à la mise en place d'un système *otani*en de contrefeu militaire, seule une politique d'apaisement démocratique et de concessions à la demande populaire avait permis de préserver l'ordre social européen de la contagion révolutionnaire, aurait dû interroger les plus lucides des observateurs. Mais ce silence lui-même en dit long sur le degré de renoncement intellectuel et théorique, ou de connaissance du passé proche, des penseurs attirés de la social-démocratie contemporaine, même les plus inventifs, Monsieur Piketty compris !

Aujourd'hui, « vert sur vert, tout est clair » : la recomposition politique qui se réalise en Europe marque la fin de l'hégémonie intégrationniste de la social-démocratie. Un espace s'est apparemment ouvert sous l'effet des palinodies, inconséquences, trahisons et manigances, dont s'est rendue coupable la social-démocratie européenne, tout autant qu'en raison de son inutilité désormais avérée dans le système-monde dominant.

En France, le même processus qui se met en place en Europe en réalise ici de manière spécifique la nécessité. La droite traditionnelle française qui ici n'avait rien vu venir va de concert, elle aussi, vers son propre éclatement. Elle devra cela aux *figures fillonnesques* du dernier quart d'heure, lesquelles ont incarné les derniers feux de l'*atrocité ubuesque* antérieure dont Sarkozy fut la figure caricaturale. La partie la plus réactionnaire de cette droite française survivante croit pouvoir se ressourcer du côté d'une droite extrême qui a perdu son meilleur slogan depuis 2002, le plus attractif assurément : la dénonciation redondante de « l'UMPS » qui permettaient sur fond de xénophobie affichée et de « nostalgie » (Alain Ruscio) d'en appeler implicitement aux relents nationalistes ou cocardiers d'hier pour rabattre de l'électeur. Mais ce détour à marche accélérée du côté des *topoi* archaïques, opérée maintenant à contre-emploi par un normalien catholique, issu de l'oligarchie bourgeoise catholique du nord de la France réimplanté en Velay, visiblement en rupture avec les ambitions nouvelles du Pape François, masque en réalité beaucoup d'impuissance. Une impuissance qui accentuera sa marginalité politique à la mesure même de la basse pression qu'exercera probablement le « parti » (Les Républicains) sur le « centre libéral-conservateur moderniste » dont Macron, et ses affidés incarnent désormais la figure dominante.

*Quid* de Macron ? Son imprévisible élection à la présidence de la République a permis à nombre d'anciens sociaux-démocrates fatigués, de trahir leur engagement partidairer antérieur, donc de se recycler à bon compte. Elles et eux, qui n'aspirent qu'à occuper à nouveaux frais le pouvoir évacué par les gloires passées du PS et des Verts, sont en réalité devenu.e.s les otages complaisants des plus opportunistes de la ci-devant droite « gaulliste (?) » qui a opéré une sorte de *coming out* politique. Le « système Macron » est devenu la couverture sous laquelle s'agitent les réalistes de tout bord qui n'ont en vue que la « mondialisation », ses ambitions, ses profits, ses sommets, son lucre, ses plaisirs. De ce point de vue, nous voici « rouge sur rouge », donc « rien ne bouge ». Comme avant.

Rien n'aurait donc bougé ? Si ! Mais cela seulement : toutes les *formes antérieures de la représentation politique des citoyens sont en restructuration*.

Voyons cela d'un peu plus près.

On doit (ou on peut...) poser en principe que toute recombinaison de l'ordre politique a à voir avec le mouvement structurel du **mode de production capitaliste, le seul qui soit universellement dominant** dans le monde d'aujourd'hui en voie d'unification financière et mercantile depuis la séquence 1970-1990. Mais ce rapport qu'on sait « nécessaire » (au sens où il ne peut pas n'être pas en connexion permanente), s'inscrit dans un système de déterminations réciproques aux *temporalités différentes* voire opposées et aux *effets réactifs* d'intensité variable. L'ordre **du** politique, événementiel par nature, s'inscrit dans des durées courtes et de moyenne durée (celles de la sociologie, des formes de la culture, de l'imaginaire, des guerres imprévues (par exemple la destruction de la Lybie ...) ou des mutations technologiques ( par exemple l'avènement du « numérique ») ; l'ordre de l'économie relève des tendances de plus longue durée, le « trend », les « intercycles » (comme les Kondratieffs), l'évolution différentielle des taux de profit au regard de la suraccumulation du capital et de son détournement, le cas échéant, improductif, les fluctuations du coût de la force de travail qui dépendent pour une part de l'offre démographique et désormais des mouvements de population intercontinentaux effectués à grande échelle, etc. Ce qui signifie que rabattre l'engagement ou l'imagination politiques dans le détail de leurs figures concrètes sur ce qu'on tient pour la référence structurelle de l'ensemble à un moment donné, transforme l'action politique en logomachie, agitation stérile, élucubrations improductives. Il faut prendre **le politique** dans *son autonomie relative et ses déterminations du court terme relatif* où il se manifeste : ainsi, pour faire tout petit, la crise qui affecte et disperse depuis peu la droite municipale nîmoise peut avoir un lien avec le mouvement du capital mais ce qu'on en perçoit et qui peut solliciter notre imagination stratégique se rapporte à ce seul constat : chaque groupe se considère le plus apte à conduire la même politique mais en s'inscrivant dans des choix d'ensemble qui les entraînera sans doute, l'un comme l'autre, dans des directions dont aucun ne sait exactement et par avance où cela les conduira : du coup un espace se dégage pour qui se donne l'objectif de les combattre ! Idem, à propos de « En marche » à l'échelle nationale, et plus encore du côté « gauche »

avec la « France insoumise » ou avec les groupements occasionnels qui cherchent à revitaliser les divers morceaux issus de l'implosion de la social-démocratie française, conséquence de l'inaction fondamentale et de l'abâtardissement du socialisme au cours du quinquennat hollandiste. A l'échelle de temps ici retenue, ce qui paraît déterminer la vaste recomposition du spectre politique français, peut se rapporter à trois données : en premier lieu et pour de multiples raisons à analyser dans le détail, le recul de l'intérêt du corps civique pour le *jeu politique partidaire* que souligne l'abstentionnisme électoral et la personnalisation des choix, plutôt que l'adhésion à un corps doctrinal relativement stable comme la France l'avait construit, cahin-caha, depuis la Troisième République en le reconduisant à frais nouveaux après 1945 ; en second lieu, l'affaiblissement allant jusqu'à la pulvérisation idéologique et culturelle de la droite patrimoniale du fait du quadruplement de la force spécifique de l'extrême-droite ci-devant nationaliste et de tradition colonialiste, qui a fait chavirer la domination globale du camp de droite ; en troisième lieu l'effondrement de la présence communiste dans l'arène politique qui par entraînement inattendu, a affaibli jusqu'à la corrompre totalement la social-démocratie française reconstituée dans l'ambiguïté à la suite de l'épisode mitterrandien. Si on regarde plus en détail la réalité des processus, on découvre que l'effet au niveau de la représentation (parlementaire, mais aussi territoriale) de ce chamboulement apparent, renvoie à une dévitalisation mortifère des formations politiques elles-mêmes : sur les soixante-six millions de français et françaises, nationaux ou présents sur la sol de la république à des titres divers, les politisés sont devenus une infime minorité ; alors que la sociabilité organisée regroupe plus de la moitié des adultes dans un immense réseau d'associations, de clubs, de groupements corporatifs, culturels, sportifs, territoriaux, folkloriques et de voisinage, qui font de la France l'un des pays au monde les plus « socialisés », les « partis » politiques ou rassemblements de nouveau genre qui prennent leur suite, ne regroupent pas plus d'un demi-million d'adhérents au total. Tout comme les syndicats qui dépassent à eux tous à peine le million et demi de cotisants, retraités compris. Et encore faudrait-il distinguer parmi les formations qui relèvent du spectre socio-politique, les adhérents « formels », les « cotisants » et « souscripteurs » réguliers, les « militants » et « bénévoles » (comme on dit maintenant). Simples exemples : le Pcf qui a donné naissance au Secours populaire ne peut revendiquer aujourd'hui l'adhésion que du sixième de l'effectif de sa créature émancipée ! A droite, le nouveau dirigeant de LR, Vauquiez, est jugé « triomphalement » élu alors qu'il n'obtient le suffrage que de moins de la moitié des adhérents de ce parti, le plus nombreux de France, dit-on ! La France insoumise qui tient à préciser en permanence qu'elle n'est pas un « parti » mais un rassemblement de gens s'inscrivant dans son sillage, dépasse le demi-million de soutiens « électroniques » qu'on ne saurait tenir pour des « adhérents », ce que d'ailleurs se gardent bien de prétendre celles et ceux qui en sont les animateurs nationaux !

Ce qui se passe en France, sous des formes spécifiques traverse toute l'Europe avec une intensité variable : c'est cela qui interroge évidemment.

Sans entrer plus avant dans le détail, on ne peut que rappeler quelques données connues de tous mais en soulignant leurs conséquences. Du fait de la mise en œuvre des divers traités et arrangements intervenus depuis cinquante ans, la construction européenne a conduit à l'affaiblissement recherché (ou effectué quelquefois contre le gré de tel ou tel participant) des Etats-nations qui composent l'Union. La disparition des frontières économiques (le marché...) a donné libre cours au mouvement des capitaux, des marchandises et, plus ou moins, à la circulation incessante des hommes et des femmes de l'espace commun, notamment des personnels employés, et renforcé au détriment des législations et réglementations nationale la patchwork européenne : le « brexit » est la figure alternative de ce processus désormais devenu très impopulaire un peu partout mais fonctionnant aussi à effets contraires. L'unification monétaire avec l'Euro et la politique monétaire commune imposée par la BCE, a fait disparaître (c'était son but déclaré) les prédicats régaliens des Banques centrales nationales et, parallèlement, les budgets nationaux sont passés sous le contrôle (pour une large part de leurs choix stratégiques) de la commission de Bruxelles, laquelle est devenue une sorte d'instance de contrôle des politiques nationales pilotées par les choix budgétaires des Etats membres. Enfin, l'espace européen qu'on dit unifié se diversifie à l'intérieur de chaque entité constitutive et, soumis au mouvement mondial des allocations capitalistes et bancaires et, simultanément, des migrations, se trouve paralysé de devoir opter entre deux voies contraires, la fermeture qui fracture l'ensemble ou

l'ouverture qui aggrave les crises internes. A cela s'ajoute le fait que l'Europe des « nations » connaît l'apparition de **crises d'identité nationale**. Celles-ci remettent en cause les processus antérieurs de rassemblement des Etats-nations qui avaient émergé de leur longue histoire géo-politique, soit au cours des deux derniers siècles, de 1830 à 1919 et après 1945, suite à l'effondrement de l'Europe hitlérienne, et, en dernier lieu, de 1981 à 1991, avec l'autodissolution de l'espace soviétisé. Catalogne, Ecosse (qu'en sera-t-il demain après le Brexit ?), Irlande, Flandre, Finlande, Corse, Etats danubiens et balkaniques, confins de la Russie etc. autant de lieux où germent les conflits de demain et déjà en Autriche, on voit réapparaître le socle référentiel habsbourgeois, catholique et pangermaniste, face à l'Allemagne réunifiée à dominante luthérienne ! Qui échappera à la revendication particulariste ? La France (« éternelle » !) sera particulièrement touchée en raison de son héritage révolutionnaire jamais véritablement accepté par la « réaction » : de cela on ne peut douter... De ces simples constats, vient qu'on peut fort bien imaginer que la *question de la recomposition politique* ne devienne très vite en Europe et « chez nous », en France même, celle de la survie interne de son modèle d'*unification nationale* (Révolution française + République + laïcité et séparation des « églises » et de l'Etat comme refondation de type structurel de l'Etat national). Cette question n'est-elle pas déjà devenue une urgence politique ? Et son premier signe n'est-il pas le succès des nationalistes alliés aux autonomistes en Corse, permis par l'abstention volontaire de plus de la moitié du corps électoral insulaire qu'on disait « patriote » au sens de « jacobin » ?

Enfin, il faut aussi interroger la question de l'« économie française » d'un point de vue politique et l'apprécier dans son rapport avec la dynamique des luttes de classes et le mouvement mondial de l'accumulation capitaliste. L'industrie française a perdu plus d'un million et demi de salariés en moins d'un quart de siècle. Parallèlement, l'emploi précaire ou précarisé ou de type aléatoire (« ubérisé ») se généralise et tout est entrepris à cette fin dans l'orientation des politiques publiques depuis trente ans. Mais les firmes « françaises », celles dont le siège social est en France (Total, Renault, Peugeot, Danone, Schneider Electric, L'Oréal, etc.), quoique leur potentiel capitalistique soit plus ou moins cosmopolite (ce qui est le cas de la totalité de celles qui sont regroupées dans la CAC-40) réalisent leurs gigantesques profits qu'elles redistribuent pour une part en France mais surtout hors de France sous forme de participations ou de dividendes. Ceux-ci sont ensuite reconvertis le cas échéant en investissements capitalistiques ou en rentes, dans les espaces géographiques les plus divers, européens, américains, en Asie ou au Moyen Orient. Quand la résistance des travailleurs ou la défense de leurs conditions de vie et de travail se manifestent sur le territoire français, le chantage à la délocalisation conduit le plus fréquemment, non à la capitulation de la force patronale, mais à la négociation de la prime de fin de partie des travailleurs privés d'emploi, ce qui marque d'une certaine manière la victoire stratégique du capital. Que sait-on précisément et concrètement de ces processus ? Où sont les études rigoureuses qui nous montreraient comment **toutes les firmes** du CAC-40, avec leurs sous-traitants et leur affidés et autres délégués, retirent principalement leurs profits de leurs implantations extérieures au territoire national en achetant à bas coût la force de travail qu'elles exploitent et qu'elles manipulent au détriment de l'emploi et des conditions de travail en France même qui ne deviennent souvent que des survivances. En sorte que la lutte des classes, **en France même**, ne peut se développer autrement désormais qu'en se donnant **cette configuration internationale** qu'elle n'atteint quasiment jamais, malgré quelques tentatives sans lendemain qu'on a vu apparaître ici ou là dans l'espace syndicaliste, il y a quelques années. La **concurrence internationale entre les travailleurs sur le « marché de l'emploi »**, n'a jamais été d'une telle ampleur depuis qu'on l'a vue apparaître dans la première moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, en Europe puis en Amérique du nord.

En conséquence, la lutte de classes, si lutte il y a, ne peut prendre sa pleine dimension de ferment historique qu'à la condition de se projeter sur des espaces plurinationaux : **l'urgence est de construire cette synergie-là**.

Ce qui ne signifie pas la fin des luttes en France même. Mais, comme cela apparaît si souvent, celles-ci ne peuvent que prendre des formes nouvelles, soit de rassemblements interclassistes très idéologiquement construits, soit de grands mouvements de **solidarité plébéienne**, soit encore de luttes opiniâtres comme en en voit quand le lieu géographique ou organique du conflit ne relève pas de déterminants extérieurs au pays, soit quand la dimension politique de la lutte fait apparaître d'autres

composants comme l' « intérêt national », l'attachement patrimonial au fleuron local productif ou relevant de la valorisation régionale ou culturelle... Mais de cela le CAC-40 et ses sous-êtres s'en fout ouvertement, comme de « l'intérêt national » entendu au sens de ce qui fait vivre celles et ceux dont la vie et l'avenir se situent dans ce vieux pays à moitié écartelé et dominé qu'est devenue la *France macronisée*.

Revenons *in fine* à la question de la recomposition politique qui se cherche : ce n'est pas en espérant trouver un modèle dans le passé ou persévérant dans son être, que se dégagera une solution ou se profilera une issue possible. C'est au contraire en prenant à bras le corps l'idée d'une **recomposition organique internationale des forces de résistance** au capital monopoliste financier transnational que pourra se constituer en France même la **formation de combat** qui nous est nécessaire comme une composante d'un vaste mouvement systémique mondial. Cette **force de combat** doit s'éclairer d'une connaissance approfondie, conceptualisée et en perpétuelle remise en chantier, des formes présentes et à venir de l'accumulation du capital et de la destination des survaleurs produites par le travail et la créativité humaine, avec le souci de préserver (pour le moins !) l'équilibre de la planète aujourd'hui menacé de devoir disparaître à terme si rien ne s'y oppose radicalement dès maintenant. Les formes idoines de cette force de combat ne seront pas réductibles aux modèles des formations politiques antérieures, mais profitant de la dissémination, voire de la décomposition, des forces réformistes de « gauche » et de la décrédibilisation récente de celles de « droite » dans plusieurs grands pays du ci-devant « Occident », on doit mettre au premier plan l'idée d'un large rassemblement tactique, international, **plébéien** dans ses composantes de base, **bisexué** dans ses agissements collectifs, **pluriculturel** dans son expression et ses formes, déterminé à occuper **tous les terrains** pour en chasser, à la fois les singes savants du grand capital et les manœuvriers qui prêchent l'apaisement quand seule la lutte commune sortira les peuples de l'ornière et l'histoire à venir du risque d'entropie...